

<http://divergences.be/spip.php?article183>



Jacques Langlois

# La mondialisation financière

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2006 - N° 4 (Novembre/November 2006) - 1 - International - Economie/Economy - Fiches de documentation -

Date de mise en ligne : mercredi 25 octobre 2006

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Elle repose sur la liberté totale de circulation des

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L103xH400/8-2-83288.jpg>

capitaux à l'échelle planétaire. Ce but recherché par toutes les institutions (FMI, BM, OMC, OCDE, G8, etc.) se fonde sur le principe de base du libéralisme : le marché est le meilleur moyen d'allocation des ressources disponibles par affectation spontanée aux meilleurs investissements, aux plus rentables. Refrain connu dans tous les domaines, qui suppose qu'il y ait rareté des capitaux, alors que ce n'est plus du tout le cas. Cette rengaine élimine par construction les investissements publics, de long terme, de protection de l'environnement, de sécurité des approvisionnements, etc. qui sont considérés comme moins rentables et qui, surtout, sont sous la coupe de la puissance publique, horreur de chez horreur.

Pour arriver à cette liberté totale, les gouvernements, initialisés par les USA, ont pris des décisions de nature politique camouflées sous des apparences techniques et financières. L'envahissement de toutes les activités humaines et sociales par la circulation de l'argent a été autorisé et facilité par :

– la suppression (en 1973, suite à la fin des accords de Bretton Woods en 1971) de la garantie du dollar par les réserves d'or des USA à Fort Knox. Dès lors, toutes les monnaies finirent par n'être gagées que sur du papier, que sur de la confiance, que sur de l'imaginaire. Elles devenaient un service échangeable sur les marchés financiers, un objet de spéculation (attaques de Soros contre la livre) que les gouvernements soutenaient en jouant sur les taux d'intérêt pour attirer les capitaux. En effet toute entrée de capital étranger améliore la balance des paiements, ce qui contrebalance les déficits de la balance commerciale.

– La suppression de tout contrôle des changes, ce qui permet aux riches et aux entreprises de placer leur argent là où il est le moins imposé et le plus rentable. Refrain connu : augmenter l'ISF (impôt sur la fortune) ou le taux le plus élevé de l'IRPP, ou l'IS (impôt sur les sociétés), etc. fait fuir les bons français qui ont tant travaillé et que l'Etat spolie au profit des assistés sociaux et des privilèges des salariés.

– La lutte contre l'inflation. Celle-ci a pour effet de favoriser les emprunteurs, dont le principal est l'Etat. L'inflation à 14 %, sous Raymond Barre qui l'a réduite, transforme une dette en roupies de sonsonnet. Cela était insupportable pour le patrimoine new look. Alors, au détriment de l'Etat et des emprunteurs, la doctrine est passée à l'éradication de l'inflation pour préserver la valeur du patrimoine. Ceci fut acquis facilement : les gouvernements décrétèrent la suppression de l'indexation des salaires sur l'inflation (Delors). Les salaires n'avaient plus de référence autre que celle de l'hypothétique progression du pouvoir d'achat.

– La mise en vente auprès de l'étranger des titres de la dette d'Etat ou des emprunts (bons du trésor ou obligations d'Etat). Les obligations devenaient elles aussi des objets d'échange sur les marchés internationaux. Et des commodités pour financer les gouvernements impécunieux. Ainsi, dès 193, EDF a-t-elle été contrainte d'emprunter à l'étranger pour financer (par les tarifs, donc sur le dos des consommateurs, mais évidemment à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché français trop étroit et surtout bouffé par les obligations de la dette d'Etat) la construction des centrales nucléaires, car l'Etat ne lui versait plus un rond au titre du Fonds de développement économique et social (FDES). Le problème est que, ainsi, les Etats voient leur politique budgétaire économique passer sous le contrôle des pays ou des organismes prêteurs. Vous baissez le taux d'intérêt et les capitaux sont vendus pour aller vers des cieux plus rentables. Cependant, vendre de trop fait baisser l'obligation et perdre de l'argent. C'est pourquoi la Chine qui détient pour 400 milliards de dollars de bons du trésor US ne le fait pas, d'autant plus que cela injecte des capitaux aux USA, ce qui leur permet d'acheter chinois, et que cela correspond à de la création de monnaie en Chine (comme toute monnaie de crédit, le crédit représentant 80 % de la création monétaire d'un pays), ce qui lubrifie son développement exponentiel à 10 % de croissance par an.

– Toujours plus. Les gouvernements ont inventé que les entreprises cotées pouvaient racheter ou échanger leurs titres pour s'emparer d'un concurrent. Suez, par exemple vaut en « capitalisation boursière » deux fois plus que GDF. Ce qui ferait tomber la participation étatique à moins de 34 %, minorité de contrôle et en tous cas très en dessous des 70 % prévus par la loi de transformation en SA de GDF (août 2004, promesse de Sarko [phage]). D'où la manipulation organisée par Cirelli (PDG de GDF, aux ordres de Matignon, mais qui en cas de privatisation verrait tripler sa rémunération déjà portée à 350 000 euros soit deux fois plus que son prédécesseur en régime public) : vendre les stocks de gaz (réservoirs souterrains) au prix de marché (le pétrole, sur lequel le gaz est indexé, étant monté à 85 dollars le baril) donc très au-dessus du prix d'achat antérieurement consenti grâce à des contrats de très long terme avec les fournisseurs) pour porter les bénéfices de GDF à 1,4 milliards d'euros sur le 1<sup>er</sup> semestre 2006 afin de faire monter le titre GDF à la bourse, ce qui améliore le taux de change de ses actions contre celles de Suez.. Du jamais vu. Sauf que la manipulation n'a pas pris car dans le même temps le gouvernement, sans principes et sans ligne de conduite, annonçait qu'il voulait disposer d'une « golden share », action lui donnant un droit de veto, et contrôler l'évolution des tarifs. La possibilité d'acheter une autre entreprise sans sortir de cash grâce à ses propres titres, pousse évidemment à maximiser la valeur du titre par tous moyens. Ce que firent Enron, comme Worldcom, Vivendi, etc. avec les manipulations que l'on sait et dont la faillite frauduleuse a laissé une ardoise de 100 milliards de dollars et ruiné les salariés.

– Toujours mieux. Les entreprises (SA ou cotées) ont désormais le droit de racheter leurs propres titres : si une boîte rachète la moitié de ses actions, à bénéfice égal les dividendes des actions restantes doubleront, ce qui fait monter la valeur du titre à la bourse. Cette possibilité est donc une incitation étatique à la spéculation et même à l'immoralité. La chose a été accompagnée par la distribution de stocks-options aux dirigeants des boîtes, ce qui les incite à tricher sur la valeur du titre.

– La décision de ne pas interdire les paradis fiscaux (notamment les nombreux britanniques...) car il y va de la compétitivité des entreprises. En effet, les multinationales jouent sur leurs transactions internes, par les prix de cession : le but est de ruiner les usines installées dans les pays à forte fiscalité en payant leur production de façon à n'y dégager aucun bénéfice et à récupérer par les prix de vente finaux dans les pays sans fiscalité où le maximum de profit pourra apparaître. Ce fut inventé par les USA au profit de leurs industries installant leur siège social aux Bahamas (par exemple), mais la ficelle étant grosse les européens ont porté plainte à l'OMC (Bureau de règlement des différends, BRD). Les paradis fiscaux permettent par réseaux de banques interposées, de rendre intraçable le cheminement du fric et même les véritables propriétaires, par exemple de bateaux sous pavillon de complaisance. Ce dont les cartels de la drogue savent fort bien user, mais leur nuire embarquerait aussi les saines activités de la finance.

La mondialisation financière a été grandement facilitée par les techniques de communication moderne, les NTIC (nouvelles techniques d'information et de communication), dont le réseau internet, qui permet de virer des fonds à la vitesse de la lumière, de multiplier les codages garantissant le secret bancaire, de compliquer les passages du fric entre banques et paradis off shore. Les moyens informatiques actuels permettent de gérer une quantité sans limite d'informations électroniques, ce qui a permis de développer la bourse autrefois gérée avec des titres-papiers, comme les superbes papiers d'emprunts russes. Son effet est de permettre aux multinationales de jouer sur les différences de prix, de législation (sociale, fiscale, environnementale) entre les pays, d'où les délocalisations de manufactures et de services en Chine et ailleurs. Son effet désastreux est de tout soumettre à une seule exigence, à une seule logique : non le profit, mais la maximisation incessante et exponentielle du taux de profit. Je n'insiste pas, ayant déjà traité cette question dans un article précédent ici même.